CHU DE TIZI-OUZOU

Première greffe rénale sans assistance étrangère

Un couple donneur/récepteur a été opéré dimanche dernier au service urologie du CHU de Tizi-Ouzou, sans l'assistance de médecins étrangers.

Des transplantations rénales au CHU de Tizi-Ouzou ? Rien d'extraordinaire, puisque en décembre 2006 a eu lieu la toute première greffe rénale, réalisée par le Canadien Dr Baram, entouré de l'équipe médicale du CHU. Forts d'une expérience de 50 greffes rénales assistées par des médecins étrangers, le Dr Belasla, médecin-chef du service urologie, l'équipe de néphrologie dirigée par le professeur Seba, les réanimateurs et les paramédicaux de l'équipe élaborent alors la 51e seuls. Une réussite ! C'est donc une première qui met fin à toutes les appréhensions.

La nécessité des greffes augmente à une allure vertigineuses ; on compte aujourd'hui sur le territoire national 14 000 personnes atteintes de néphropathies, et à Tizi-Ouzou, chaque année on enregistre 120 nouveaux cas, tellement, d'après le Dr Belasla, tous les centres d'hémodialyse, privés ou publics de la wilaya, sont saturés. Les membres de l'équipe souhaitent que la loi qui ne permet des transplantations qu'avec des donneurs ascendants ou descendants élargisse le cercle des donneurs à d'autres membres d'une même famille ; ils espèrent moins de répugnance de la part de la population envers les donneurs cadavériques, ceci permettra de soulager les souffrances d'un grand nombre de patients.

G. Kahina

Photo : DR

Plusieurs affaissements sur la RN71 à Aïn-El-Hammam

Bien qu'accueillies avec satisfaction, par les paysans, les dernières pluies et neiges qui se sont abattues sur les hauteurs de la Kabylie ont causé des dommages aux habitations et surtout aux routes. Sur le tronçon Aïn-El-Hammam-Beni Yenni, soit une vingtaine de kilomètres, la RN71 s'est affaissée en plusieurs endroits. A quelques encablures de l'hôpital, un éboulement a emporté tout l'accotement. La dénivellation peut constituer, surtout de nuit, un piège mortel pour les automobilistes non avertis. Pour éviter la crevasse, les voitures doivent aborder le virage tout proche par le milieu de la chaussée. L'endroit est fréquenté par des centaines d'élèves du CEM situé en contrebas, ce qui fait craindre le pire. Une dizaine de kilomètres plus loin, au lieu dit El-Djemaâ, la chaussée est carrément réduite à une seule voie. L'autre partie, pourtant réparée il y a peu pour les mêmes causes, s'est affaissée à nouveau sur plus d'un mètre de profondeur. Tout cela fait de la RN71 une route dangereuse.

Un élargissement de la voie et des confortements en divers endroits deviennent impératifs.

A. O. T.

CONSTANTINE

Les citoyens de Hamma Bouziane réclament le départ du maire

Devant le mépris, l'indifférence et le désintérêt des élus locaux quant à la prise en charge effective de leurs préoccupations «maintes fois réitérées», les habitants de la commune de Hamma Bouziane ont investi, mercredi et jeudi, le boulevard de l'ALN, principale artère de la ville, pour réclamer «le départ de l'Assemblée populaire communale ainsi que le maire».

Tout a commencé, mercredi matin, lorsqu'une cinquantaine de citoyens de cette localité semi-urbaine, des chômeurs pour la plupart, ont fermé le siège de l'APC pour réclamer le départ du maire et de ses collaborateurs, accusés de «mauvaise gestion» des affaires de la cité. «Nous demandons le départ de l'Assemblée communale», «non à la hogra», pouvait-on lire sur les banderoles des contestataires qui dénoncent le favoritisme, la bureaucratie qui ronge l'administration locale et la fuite en avant des élus locaux.

Les pourparlers engagés par les responsables locaux pour trouver un terrain d'entente et libérer le siège de la commune ont été vains.

Les protestataires ont refusé catégoriquement de prendre langue avec les responsables, selon lesquels le maire leur a suggéré de constituer une délégation qui sera reçue par le wali. En effet, ils ont exigé la présence du wali en personne sur les lieux. «Nous avons opté pour cette action pour exprimer notre ras-le-bol. On refuse de dialoguer avec eux (les élus, ndlr). Nous exigeons la présence du wali en personne.» Vers 10h, la tensions est montée d'un cran lorsque les protestataires furent rejoints par des jeunes venus des localités de Chaâbet-Elmdbouh, Cheraket et la cité Bekira et qui ont bloqué le boulevard de l'ALN, principale artère de la ville. La route est restée fermée pratiquement toute la journée du mercredi. Jeudi matin, jour de marché hebdomadaire, les protestataires sont revenus à la charge pour exprimer les mêmes revendications que la veille, à savoir le départ de l'actuelle composante de l'Assemblée communale, lassés par les promesses sans lendemain.

«Nous engageons cette action pacifiquement pour condamner les pratiques des élus. Nous n'avons aucune intention de nous en prendre aux biens publics ou privés», affirmaient des jeunes diplômés au chômage, rencontrés jeudi devant le siège de l'APC, qu'ils ont fermée pour la deuxième fois en 24 heures. Le calme n'est revenu qu'aux environs de midi.

Il convient de rappeler que plusieurs mouvements de protestation similaires mais moins importants ont eu lieu à Hamma Bouziane au mois de février dernier pour réclamer, entre autres, le départ du directeur du bureau communal de l'Anem.

Farid Benzaïd

Le directeur de projet du groupement CCECC-OZGUN nous écrit

Suite à votre article intitulé «Les Chinois ne respectent pas la législation du travail à Boumedfaâ», paru dans votre édition du 6 mars 2011, nous, entreprise CCECC, usons de notre droit de réponse et vous prions de l'insérer dans votre journal, conformément à la réglementation en vigueur. Tout d'abord, nous apportons un démenti formel et catégorique aux affirmations de votre journaliste M. Karim O. et regrettons qu'il n'ait pas pris la peine de se renseigner préalablement auprès de notre direction du projet pour étayer ces dires.

Deux inspecteurs du travail de la circonscription administrative de Khemis-Miliana se sont rendus au niveau de la base-vie de Boumedfaâ pour vérifier les propos tenus soi-disant par certains travailleurs, et il s'en est suivi une réunion tenue au siège de notre direction de projet située à Hoceinia pour contrôler la véracité de ses propos.

Un procès verbal de réunion a été établi à l'issue de cette réunion.Il s'avère indéniablement que notre entreprise respecte scrupuleusement la législation algérienne de travail, notamment en matière de prise en charge de l'assurance où il a été constaté que tous les travailleurs sont assurés auprès de la Cnas et qu'ils sont tous déclarés auprès de cette caisse.

Les fiches de paie sont disponibles auprès de notre service administratif et elles sont remises aux personnes qui les réclament. Les contrats de travail sont établis conformément à la réglementation en vigueur et sont déposés au niveau des dossiers des intéressés. Préalablement, les offres d'emploi sont déposées auprès de l'Agence nationale de l'emploi de la main-d'œuvre qui procède à l'envoi des candidatures qui sont examinées par nos soins sur la base de nos besoins et des qualifications requises.

Les heures supplémentaires sont payées aux travailleurs ayant droit à ces indemnités, conformément à la législation en vigueur, ainsi que les primes de transport et de panier qui sont intégrées dans leur salaire. Les inspections effectuées au niveau de la base-vie de Boumedfaâ et à Hoceinia corroborent nos affirmations.

Nous regrettons sincèrement que les propos de votre journaliste sont basés uniquement sur des oui-dire infondés et qu'il n'ait pas pris la peine de faire des investigations pour les propos qu'il a tenus.

P/Le Directeur de Projet

MOSTAGANEM

Quand le bloc central opératoire de l'hôpital ferme

La fermeture du bloc central opératoire de l'hôpital Ernesto-Che-Guevara, annoncée le 30 décembre de l'année écoulée, provoque la consternation chez la population de la ville de Mostaganem.

Conscient du laisser-aller qui caractérisait cet hôpital qui date depuis l'ère coloniale (fondé en 1884) et de la mauvaise gestion de son directeur, suspendu de ses fonctions, le ministre est venu à Mostaganem en personne pour constater les différentes carences de cet établissement et décider de la fermeture immédiate du bloc central opératoire qui ne «répondait pas aux normes médicales requises».

Donc, c'est sur instruction de Djamel Ould-Abbès que le bloc central opératoire a été fermé. Le ministre aurait ordonné sa fermeture à des fins de travaux d'aménagement et de rénovation dans ce service qui devrait aussi être modernisé.

Une commission ministérielle succéda à la visite du ministre de la Santé et de la Population pour réaliser une étude de faisabilité en présence de l'architecte de la DSP. Après quelques réserves, le plan a été approuvé. Cette opération a été inscrite en urgence au niveau du ministère dont le coût est estimé à 10 milliards de centimes. Les cahiers des charges étaient déjà prêts pour lancer les travaux de l'ensemble des cinq salles de réanimation, de post-opératoires et de traumatologie. La première tranche des travaux préparatoires d'assainissement consistait à démolir tout ce qui était vétuste sur le bâti ancien et de réformer tous les équipements obsolètes

Pendant cette période, la direction de l'hôpital et les chirurgiens ont pris les mesures nécessaires pour continuer d'assurer les opérations chirurgicales, tout en veillant à la qualité des soins. Une solution provisoire a été trouvée avec le transfert des activités opératoires «chirurgie générale et orthopédique» vers le bloc opératoire du pavillon de l'ORL.

Finalement, après presque trois mois d'attente et de disette, les travaux n'ont pas encore débuté, l'enveloppe financière du projet tardant à venir...

A. B.

SKIKDA

Neutralisation d'une bande de voleurs de bétail à Tamalous

La sûreté de daïra de Tamalous est parvenue, après trois jours d'efforts, à neutraliser une bande de voleurs de bétail qui activait dans une région s'étalant de la localité de Boudoukha (commune de Aïn Kechra) à la commune de Bine El-Ouidene.Agissant sur information, les enquêteurs ont tendu une embuscade, à quelques encablures de la commune de Ain Kechra, à l'issue de laquelle ils ont pu intercepter une camionnette. Outre les têtes de bétail récupérées, une quantité de drogue a été également saisie.Selon les éléments de l'enquête, la bande est composée de deux jeunes issus du site précaire El Match, sur les hauteurs de la zone sud de la commune de Skikda. Ils vendaient les bêtes volées dans les marchés hebdomadaires et les boucheries. Leur arrestation a incité beaucoup de victimes, résidant dans les régions de Oued Zegueur, Aïn Kechra et Tahouna, à se présenter dans les locaux de la police afin de porter plaine. Le magistrat instructeur près le tribunal de Tamalous a placé un jeune en détention préventive, alors que le deuxième est en fuite.

Zaid Zoheir